

Plus de 100 milliards pour le plan anti-inondations

Coûtant la bagatelle de 1,1 milliard de dinars, soit plus de 100 milliards de centimes, le plan d'urgence élaboré et présenté cette semaine, à la wilaya, par la direction des Ressources en eau (DRE), et qui sera lancé dans les prochains jours, compte prévenir les inondations qui touchent 10 communes sur les 12 que compte la wilaya de Constantine.

A. Mallem

Contacté, hier, à ce sujet, M. Ali Hamam, directeur des Ressources en eau de la wilaya, nous a expliqué que ce plan pose, d'abord, la problématique des inondations dans la wilaya avant de définir les actions d'intervention à entreprendre pour les prévenir. Et notre interlocuteur d'expliquer les types d'inondations localement constatées. Selon ses explications, les inondations, dans la wilaya de Constantine, sont dues au débordement des oueds traversant les zones urbaines et sont aggravées par l'inexistence ou le sous-dimensionnement des réseaux d'évacuation des eaux pluviales qui s'ajoutent à l'absence ou au manque d'entretien des réseaux d'évacuation des eaux qui sont généralement obstrués par le dépôt anarchique de gravats et de déchets. Il explique que les communes de la wilaya sont, généralement, affectées par les inondations, surtout dans leurs zones urbaines, à cause des pluies subites et inhabituelles qui arrivent, surtout en début d'automne, comme ce fut le cas, l'année dernière, à la nouvelle ville Ali Mendjeli. Et ces pluies sont rendues dévastatrices à cause de plusieurs facteurs tels que les constructions anarchiques sur les lits d'oueds, les obstacles à l'écoulement, le manque de couverture végé-

tale réduisant la capacité d'absorption du sol et accélérant le phénomène de ruissellement et d'érosion, etc.

Ceci étant dit, pour faire face à ce phénomène saisonnier, le rapport prône l'accomplissement d'actions préventives dans chaque commune, qui seront menées avec la collaboration de partenaires publics comme la Seaco et l'Office national d'assainissement (ONA), tout en ciblant les quartiers situés à proximité des cours d'eau. Il recommande, aussi, l'éradication des constructions illicites sur les lits d'oueds, le curage et le nettoyage de l'ensemble des infrastructures, l'éradication des «points noirs» par la réhabilitation ou la réalisation d'ouvrages de protection ainsi que la viabilisation de l'ensemble du tissu urbain. En terminant, les concepteurs de ce plan qui ont mis l'accent sur le renforcement de la coordination intersectorielle, dans le domaine de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, ont, par ailleurs, défini clairement les missions qui incombent à chaque secteur, notamment ceux des Ressources en eau, des Travaux publics de l'Urbanisme et des Collectivités locales et enfin ceux des Forêts et de l'Agriculture. En dernier lieu, le secteur des Ressources en eau prévoit de lancer une étude globale afin d'élaborer un schéma directeur de protection contre les inondations dans la wilaya.

Economie des ressources naturelles rares

La gestion de proximité s'impose dans la distribution de l'eau

La gestion de la «ressource-eau» se fait, à présent, directement sur le terrain, en application de la décision prise par Abdelkader Ouali, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, d'envoyer des commissions constituées de représentants de son secteur pour contrôler l'état des infrastructures (barrages, réservoirs...) et du réseau de distribution.

PAR M'HAMED REBAH

Les mécanismes de contrôle mis en place ont pour but d'améliorer le fonctionnement de tout le système dans ses différentes phases. Des brigades de surveillance créées par l'Algérienne des eaux (ADE) sont spécialement chargées de veiller à économiser cette ressource rare, par un travail de proximité auprès des citoyens pour détecter et corriger les défaillances sur le réseau, en particulier les fuites qui font perdre une proportion non négligeable de l'eau produite mais qui n'arrive pas aux robinets. A partir de cette démarche de proximité et d'écoute du citoyen, c'est une relation de confiance et de solidarité qui devrait être progressivement bâtie entre l'ADE et sa clientèle. La mission des brigades de l'ADE est étendue aux communes où l'eau est gérée sous la forme de régie municipale qui souffre de tous les

manques entraînés par l'insuffisance de moyens matériels et financiers et surtout de capacités en ressources humaines qualifiées. Les brigades de l'ADE sont également autorisées à intervenir en coordination avec l'autre grand organisme de l'eau, l'Office national de l'assainissement (ONA) pour la surveillance des réseaux d'assainissement. On sait que la distribution de l'eau est encore rationnée dans beaucoup de quartiers densément habités mais la population comprend et accepte cette situation. Toutefois, quand l'eau arrive dans les robinets vers les coups de 22 h, avec une pression trop faible, obligeant les gens à veiller et à sacrifier leur sommeil pour, non pas prendre leur douche, mais juste remplir quelques récipients de quoi boire et faire la cuisine durant la journée, il en résulte une tension préjudiciable à tous. Le rapprochement ADE-citoyen à travers les brigades de proximité



devrait permettre de remédier à cette situation tout en balayant les rumeurs sur le « favoritisme » qui présiderait à l'organisation de la distribution de l'eau (fréquence, tranche horaire et pression). Le travail des brigades de l'ADE, à condition qu'elles soient formées à cette nouvelle mission et qu'elles soient motivées, rendra inutile le recours aux hauts responsables de la wilaya ou de la daïra, ou à une « connaissance » au sein de l'ADE, pour obtenir qu'il y ait une justice dans la répartition de l'eau là où sa distribution est rationnée. Evidemment, la solution définitive se trouve dans la « normalisation » de la situation avec une distribution en continu, selon le principe du service public. Comment faire, sachant que sur les cartes qui donnent la situation de l'eau dans le

monde, la couleur qui recouvre l'Algérie est celle qui indique un risque très élevé de pénurie de l'eau ? Les conditions climatiques sont plutôt défavorables avec une sécheresse qui a son impact sur les ressources mobilisables. Du fait du dérèglement planétaire qui touche le climat, un pays sur cinq souffrira du manque d'eau d'ici 2030, préviennent les spécialistes. Cet avertissement est valable pour l'Algérie. La solution est dans l'économie de l'eau, par la rationalisation de la demande et la réduction du gaspillage. Cela signifie : résorption des fuites (dans les réseaux mais aussi à l'intérieur des habitations), « civisme » des consommateurs, installation appropriée dans les établissements et lieux publics (robinetterie, chasse d'eau), éco-efficacité dans l'industrie, efficacité de l'irrigation. ■

Lancement imminent d'un plan d'urgence de prévention contre les inondations à Constantine



CONSTANTINE- Un plan d'urgence pour prévenir et lutter contre les fréquentes inondations, qui affectent à chaque averse plusieurs quartiers de la wilaya de Constantine, sera lancé dans les prochains jours, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya.

Le dispositif retenu par la direction locale des ressources en eau avec la collaboration de plusieurs partenaires du secteur dont la société des l'eau et de l'assainissement (SEACO) et l'office national d'assainissement (ONA) ciblera en priorité les quartiers situés à proximité des cours d'eau, ont précisé les mêmes sources.

L'opération est inscrite dans le cadre des orientations décidées par le gouvernement visant à prévenir les inondations, a-t-on encore détaillé, rappelant les inondations qui avaient sévèrement affecté la nouvelle ville Ali Mendjeli à la fin du mois d'août de l'année dernière.

Ce plan qui intervient en prévision des saisons d'automne et d'hiver prochains, consiste en la création de systèmes d'évacuation des eaux pluviales, la mise en place et le nettoyage d'avaloirs et le curage des oueds, a-t-on encore souligné.

Plusieurs "points noirs" recensés dans la wilaya seront traités pour remédier au problème d'accumulation des eaux de pluie, ont fait savoir les mêmes sources soulignant que les interventions de première urgence toucheront les quartiers où les habitations sont souvent inondées lors des orages.

Les cités El Guammas (800 chalets) et (1000 chalets), Frères Abbas, Muriers, Bentellis, Boumerzoug, Frères Ferrad, Boussouf (5^{ème} tranche) au chef lieu de wilaya, et les cités Sahraoui à Ain Abid, Essaâda et Zighoud Youcef dans la commune d'Ibn Badis, ainsi qu' El Ghirene et Berghli dans la localité de Hamma Bouziane figurent parmi les sites concernés par l'opération de prévention.

Aussi, la cité communale de la commune d'El Khroub, les quartiers Chaâbet Boulkroune et Bousalia à Zighoud Youcef sont également concernés par ce programme.

Tous les moyens humains et matériels seront mobilisés par les instances concernées dont ceux de la direction des travaux publics, des Assemblées populaires communales (APC) et des établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), chargés de l'assainissement et l'entretien urbains, afin d'assurer le bon déroulement de ce programme qui se poursuivra jusqu'au mois d'avril prochain, selon les informations fournies.

Le secteur de l'hydraulique prévoit en outre le lancement à court terme d'une étude globale d'un schéma directeur de protection contre les inondations à travers la wilaya, a-t-on signalé de même source.

CONSTANTINE SE PRÉPARE POUR L'HIVER



Un plan d'urgence contre les inondations

ALORS que les travaux de calibrage des oueds Rhumel et Boumerzoug devraient prendre fin avant décembre 2016 – projet devant réguler les eaux des deux oueds afin d'éviter les inondations –, la wilaya de Constantine reste toutefois vulnérable aux inondations.

Il y a un an, presque jour pour jour, le 23 août 2015, des pluies torrentielles ont causé d'importants dégâts à Ali-Mendjeli et surtout ont fait deux morts. Pour éviter la reproduction d'un tel scénario, la direction de l'hydraulique de la wilaya a mis au point une série de mesures d'urgence visant à faire face à d'autres catastrophes. Ainsi, lors du conseil de wilaya tenu lundi après-midi, Ali Hammam a, dans un exposé consacré à ce sujet, dévoilé les zones urbaines exposées aux risques d'inondations, des zones se trouvant à proximité des habitations, comme c'est le cas pour Oued Boumerzoug, Oued El Had (commune de Constantine), Oued Melah (commune d'Ouled Rahmoune), Oued Ferraouine (Khroub). Concernant Ali-Mendjeli, Hammam a reçu le feu vert du wali pour entamer le plan d'urgence pour sécuriser cette ville de 500.000 habitants, un plan de 700 millions de dinars qui

prévoit notamment la mise en place d'un système de prévision et d'alerte. Ali-Hammam a annoncé que les entreprises chargées du projet seront installées dès cette semaine. D'autre part et parmi les actions à entreprendre à court terme et qui devraient éviter à la wilaya tout souci d'inondations, le directeur de l'hydraulique préconise comme mesures préventives le curage des caniveaux et des oueds ou leur calibrage, le reboisement de certains sites, ainsi que l'éradication des bidonvilles. Des opérations dont les études sont prêtes et qui n'attendent que le financement. Le wali Hocine Ouadah a ordonné que ces opérations d'urgence soient financées sur le budget de wilaya ou les PCD afin de lancer les travaux dans les plus brefs délais. Et en cas d'extrême urgence, Hammam expliquera que plusieurs directions, en plus de la Seaco (Société des eaux de Constantine), sont prêtes à mettre les moyens en cas de problème comme l'ONA, la DTP, ou

encore des entreprises privées. Pour ce qui est des quartiers les plus vulnérables aux risques d'inondations dans la ville de Constantine et qui doivent faire l'objet d'une prise en charge pour le curage et le nettoyage des collecteurs et des avaloirs, le directeur citera en premier lieu la cité El Guemmas, la cité des Mûriers, Djebel El Ouahch, Boussouf, la cité Daksi ou encore Bentellis. Il dira à la fin de son exposé que «Constantine n'est pas une wilaya inondable, il suffit juste de mener les opérations de curage et de nettoyage et nous n'aurons aucun problème durant les périodes pluviales». A ce sujet, le secrétaire général de la wilaya a ordonné que de vastes opérations de nettoyage soient menées dès cette semaine, appelant au passage les représentants des APC, de la DTP et de la Seaco à mobiliser leurs moyens humains et matériels et à coordonner leurs efforts.

■ Kaïs Benachour

INTEMPÉRIES À TAMANRASSET

Deux morts emportés par les eaux

Deux personnes ont trouvé la mort dans les fortes pluies qui se sont abattues sur la wilaya de Tamanrasset, ces dernières 48 heures, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de Tamanrasset. Les deux victimes ont été portées disparues, après avoir été emportées par les eaux en crue des oueds. Les corps ont été repêchés dans la matinée d'hier, suite à une vaste opération de recherches. Il s'agit d'un vieux de 72 ans et le 2^e vice-président de l'APC de Tazrouit qui était à bord de son véhicule, a précisé hier le DPC de Tamanrasset, le colonel Azzedine Ben Kaddour, dans un entretien téléphonique. Le responsable a signalé des inondations provoquées par de fortes pluies. Ses unités ont procédé au sauvetage de quatre personnes dans la région de Taghelelt, prises au piège dans les eaux de l'oued. De gros moyens ont été mobilisés pour les opérations d'intervention lancées peu après l'alerte donnée par les services météorologiques de la wilaya. «Toutes les unités d'intervention sont mises en alerte à chaque émission de BMS. Elles ont été toutes mobilisées pour intervenir en temps réel. Un dispositif d'anticipation et de prévention a été mis à proximité des oueds en cas de débordement», a-t-il précisé. Un appel à la vigilance a été lancé à l'endroit des camionneurs afin d'éviter la conduite ou la marche près des oueds. La DPC de Tamanrasset met en place un dispositif spécial d'intervention durant les mois de juillet et août de chaque année, en prévision des pluies diluviennes en cette période.

■ N. B.

Aomar Travaux d'aménagements à Kallous

Le petit village de Kallous, relevant de la commune d'Aomar, à une vingtaine de kilomètres à l'Ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira, vit, depuis le début du mois d'août, au rythme des travaux d'aménagement tous azimuts. Ces travaux concernent la réhabilitation de la voirie et l'éclairage public. Ce chantier, d'un montant dépassant les 50 millions de DA, a été engagé suite à la récente visite du wali de Bouira dans la région. Ce commis de l'État avait donné des instructions fermes quant à la nécessité d'entamer une vaste opération d'amélioration du cadre de vie des citoyens. Ainsi, ce village, qui, faut-il le souligner, était, il n'y a pas si longtemps, complètement à l'abandon, est désormais en plein chantier. En effet, le réseau du traitement des **eaux usées** est en train d'être réhabilité par les services de l'APC. Idem pour les différentes routes qui desservent cette localité. L'entreprise qui a pris en charge les travaux est à pied d'œuvre, afin de boucler les travaux dans les délais prévus, à savoir d'ici le mois de novembre prochain. Pour certains habitants interrogés, cette opération vient après que plusieurs requêtes et autres demandes ont été introduites auprès des services locaux. «Il était grand temps que les autorités se penchent sur notre cas. Notre village n'a bénéficié d'aucun plan d'aménagement depuis plus d'une dizaine d'années», notent les quelques citoyens rencontrés. L'éclairage public aussi n'est pas en reste, puisque plusieurs lampadaires ont été installés tout le long de la rue principale de ce hameau. Selon certains élus locaux interrogés, le renforcement de l'éclairage public permettra aux citoyens de se sentir plus en sécurité et de diminuer les actes de vol dont sont victimes les commerçants du coin. S'agissant des différentes prestations de service, notamment le transport urbain, certains villageois interrogés estiment qu'il y a une «légère» amélioration. «Après le bitumage des routes, les bus privés commencent déjà à desservir notre localité», s'est-on réjoui.

A. M.

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran nous écrit

Suite à la parution de l'article intitulé «Mauvaise remise en état, fuites et remontées d'eaux, dos-d'âne sauvages... la route de Ras El-Aïn à l'image de son périmètre urbain», dans votre édition du 21 août 2016, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir insérer en lieu et place de l'article, les précisions suivantes :

Premièrement en ce qui concerne le déversement des eaux usées depuis le point de Ras El Aïn, nous portons à votre connaissance que la SEOR n'est pas propriétaire du réseau d'assainissement dans cette zone, car les habitations existantes sont construites illicitement et malgré cela une équipe technique appartenant à la SEOR a été déplacée, ce matin sur les lieux pour vérifier la situation, il a été constaté des ruissellements des eaux usées provenant de ces habitations, où ils se déver-

sent, en continu, le long du caniveau de la RN2 pour être évacués par un avaloir d'eau pluviale. Un autre point de déversement a été constaté, il s'agit d'eau de source émanant de la route de la glacière à une profondeur très importante sous un logement illicite.

Deuxièmement, par rapport à l'opération de la remise en état de la chaussée de la voie RN2 de Sidi El Houari vers Ras El Aïn relative au projet de la partie basse, nous vous informons qu'elle a été entretenue dans les normes avec une couche de béton plus résistante à tout éventuel affaissement de la tranchée, par contre d'autres organismes sont intervenus sur la même voie, que ce soit sur la route ou le trottoir, jusqu'à la 2^{ème} Région militaire dont la SEOR se désengage de ces travaux entrepris par les tierces. Hormis cela, aucun désagrément n'a apparu à ce jour.

تسربات في قنوات الصرف الصحي بسيدي عقبة

أن صارت المياه التي تضخها حنفياتهم ملوثة تنبعث منها روائح كريهة. ورغم تدخل أعوان ديوان التطهير للحد من حالات الانسداد على قنوات الصرف، خاصة وأن معظم أجزاء شبكة الصرف تشكو من التدهور، و لم تستفد منذ سنوات من عمليات إعادة التهيئة والاعتبار، ما جعلها مع مرور الوقت عرضة للأعطاب. مصالح الجزائرية للمياه رغم إقرارها بالوضعية المسجلة، إلا أن الحل حسب القائمين عليها يبقى بيد السلطات المحلية التي باشرت من جهتها عمليات البحث عن موضع العطب الذي كان سببا في حدوث التسرب واختلاط المياه القذرة بمياه الشرب، قبل الشروع في إعادة الاعتبار للشبكة لاحقا.

ع . بوسنة

يواجه سكان حي سويسي ابراهيم بمدينة سيدي عقبة شرق بسكرة، وضعية صعبة منذ أكثر من شهر بسبب اختلاط المياه الصالحة للشرب بمياه الصرف الصحي، وذلك بفعل تدهور قنوات الصرف وانسدادها، ما أدى إلى تسرب المياه القذرة. وذكر سكان الحي أن المصالح المختصة لم تتوصل لتحديد مكان العطب وإصلاح القنوات لوقف التسربات التي تهدد صحتهم، رغم قيامها بعملية البحث على طول الشبكة من أجل تحديد الموقع المتضرر. وبحسب بعض سكان الحي، فإن الوضعية أثارت قلق عشرات العائلات قاموا بتوجيه شكاوي للمسؤولين من أجل إسراع في حل المشكلة التي ضاعفت من أزمة العطش ما دفعهم إلى الاستنجاذ بمياه الصهاريج، بعد

سكان القديد يشتكون من غياب التهيئة وقدم شبكة الصرف الصحي

يعاني سكان بلدية القديد دائرة الشارف غرب عاصمة الولاية الجلفة، من عدة مشاكل موضوعية تأتي في مقدمتها التهيئة العمرانية في ظل انعدام التكفل الحقيقي من قبل السلطات المحلية، حيث يطالب هؤلاء السكان بضرورة الإسراع في تنفيذ مشاريع المخطط البلدي للتنمية وتهيئة الطرقات وشبكة الصرف الصحي وكذا النظافة، دافعين ناقوس الخطر في أكثر من مناسبة بعد تدهور الأوضاع جراء تراكم أكوام النفايات والقمامات التي صنعت ديكورا مميذا في غياب تفعيل الدور المنوط لمصالح النظافة التابعة للبلدية، الشيء الذي تنجر عنه أخطار صحية محدقة بالسكان لاسيما الأطفال منهم في ظل غياب خطة تنموية واضحة المعالم بإمكانها فك الغبن عن سكان هاته البلدية، أين حاولت «النهار» الاتصال برئيس البلدية لمعرفة رأيه لكن من دون جدوى.

محمد غالمي

LA VISITE DE TRAVAIL DU PREMIER MINISTRE À SAIDA

NOUVEAU DISPOSITIF d'AEP

Le Premier ministre a instruit les autorités de la wilaya de Saïda à cesser l'approvisionnement en eau potable du chef-lieu de la wilaya à partir d'Aïn Skhouma. En procédant, dans la commune d'Aïn Lahdjat, à la pose de la première pierre du projet de réalisation de la conduite d'amenée d'eau douce pour renforcer la capacité du chef-lieu de wilaya en matière d'AEP.

La ville doit être approvisionnée à partir des différents forages réalisés dans la wilaya et les eaux d'Aïn Skhouma doivent être exclusivement destinées au développement d'un pôle d'excellence de l'agriculture et de l'élevage, a recommandé le Premier ministre. « L'économie locale et des régions limitrophes doit se baser sur l'agriculture et l'élevage de bétail », a encore souligné M. Sellal.

La réalisation de cette conduite d'amenée d'eau douce, dont le coût est estimé à 456 millions de DA, vise à alimenter la population de la ville en eau de meilleure qualité que celle distribuée à partir du transfert d'Aïn Skhouma. Ce projet permettra également l'affectation d'un volume important d'eau pour la zone industrielle d'Aïn El Hadjar ainsi que le parc industriel d'El Kolea, à partir d'Aïn Skhouma. Outre l'amélioration de la qualité d'eau potable, le projet vise également à réduire l'exploitation de la nappe d'Aïn Skhouma qui connaît un débit de tarissement afin de lui permettre de se régénérer. Cette conduite, longue de 24 km, permettra le transfert de 30.000 m³/jour pour porter les quantités des réserves à la ville de Saïda à 64.000 m³. La réception du projet est prévue initialement pour 2017. Le Premier ministre a insisté pour que cette réception se fasse à la fin de l'année en cours.

Lancement d'un projet de 4.900 logements publics

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a procédé à la pose de la première pierre du projet de construction de 4.900 logements publics à Saïda. Ce projet, réalisé à Hai Boukhars, comprend 3.000 logements locatifs publics, dont 2.000 logements pris en charge par une société tunisienne et les 1.000 restants par une société chinoise. Il est prévu la réception de ce projet, d'un coût de plus de 3,3 milliards DA, au mois de septembre 2018, selon les explications fournies. En prenant connaissance du projet, M. Sellal a insisté sur la nécessité de respecter les normes architecturales et la qualité des constructions. Il a également souligné l'intérêt à accorder aux infrastructures socio-économiques et de services devant être réalisées sur place comme les espaces verts, les établissements scolaires, les aires de jeux, les différents administrations. Le projet comprend également un quota de 1.900 logements de location/vente AADL de type F3 et F4 dont le coût s'élève à 5,5 milliards DA pour une durée de réalisation fixée à 28 mois.

Modernisation du centre-ville

M. Sellal a posé la première pierre d'un projet de modernisation de la ville de Saïda, comprenant la réalisation d'un parking à étages d'une capacité de 832 voitures, d'un centre commercial et d'une trémie. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme d'aménagement du pôle urbain d'Oued El Okaf. Une enveloppe de 2 milliards DA a été débouclée pour ce projet. « Dans les délais de la réalisation ont été fixés à six mois et qui permettra d'assurer des ressources financières », a-t-il dit. Il contribuera à la création de postes d'emploi et à la réorganisation du stationnement au niveau de la ville ainsi que la modernisation de l'activité commerciale. La construction sera réalisée sur une superficie globale de 7.530 m². Elle abritera un parking et un centre commercial comprenant 72 locaux. La trémie est prévue dans le même site pour alléger la circulation automobile. A cette occasion, le Premier ministre a suivi une présentation du programme de réhabilitation et



de mise à niveau des pôles urbains de la ville de Saïda.

Inauguration de deux unités de l'Eriad et des Eaux minérales

Le Premier ministre a également inauguré l'unité « Les moulins El Fossane » relevant de l'entreprise Eriad et l'unité de production de boissons gazeuses relevant de l'entreprise des Eaux minérales de Saïda (EMS). L'opération de rénovation des moyens de production de l'unité Eriad a porté sur l'acquisition de deux équipements de mouture et de séchage moderne auprès de la Turquie pour un montant de 420 millions DA en plus de l'achat de 6 camions de press broyage. La réhabilitation et la modernisation de ces équipements permettront de porter la production de farine à 1.000 quintaux/jour et le maintien de la production de la semoule au niveau actuel, soit 1.000 quintaux/jour. Ce maintien de la production de semoule s'explique par la forte demande des consommateurs pour la farine. Par ailleurs, 40 agents de cette unité

ont bénéficié d'une formation technique. 10 d'entre eux se sont rendus en Turquie pour être formés, durant un mois, aux techniques de manipulation et d'entretien des machines. Cette opération vise à augmenter la production de farine, l'amélioration de la qualité de la marchandise et la création de nouveaux postes d'emploi. Dans la même commune, M. Sellal a inauguré l'unité de production de boissons gazeuses relevant de l'entreprise des eaux minérales de Saïda (EMS). S'étalant sur une superficie globale de 70.000 m², dont 50.000 m² en surfaces bâties, cette unité industrielle augmentera les capacités de l'entreprise (EMS), qui produit déjà de l'eau minérale et divers types de jus. L'unité comprend quatre lignes de production, dont deux destinées aux boissons gazeuses avec une capacité de 25.000 bouteilles par heure chacune, une ligne de conditionnement d'eau minérale avec une capacité de production de 2.400 bidons de 5 litres par heure et enfin une ligne de production de 28.000 bouteilles d'eau par heure. Le coût de l'investissement est estimé à 80 millions DA. 380

postes de travail ont été créés à la faveur de cet investissement. Sur place, M. Sellal, prenant l'exemple de l'entreprise EMS, a exhorté les investisseurs à améliorer la qualité de leur production et être compétitifs pour se lancer dans les opérations d'exportation.

Le PIB atteindra 17.677 milliards de DA à fin 2016

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a affirmé que le Produit intérieur brut (PIB) algérien qui était de 16.700 milliards DA en 2015 poursuivra sa croissance pour atteindre 17.677 milliards DA à fin 2016 alors que les réserves de changes ne baisseront pas sous les 100 milliards de dollars en 2019. « Le PIB algérien se situait à environ 16.200 milliards DA en 2015 et poursuivra sa croissance pour atteindre 17.677 milliards DA à fin 2016 puis 22.000 milliards DA en 2019 car il y a un renforcement de la production nationale, notamment dans le secteur industriel », a déclaré à la presse le Premier ministre en marge de la visite de travail qu'il effectue dans cette wilaya. « Certains croient que l'économie algérienne connaît des difficultés durant les prochaines années, mais nous avons étudié la situation et jusqu'à 2019, les réserves de changes algériennes ne baisseront pas sous le seuil des 100 milliards de dollars », a-t-il assuré. M. Sellal a ajouté que les réserves de changes « sont bonnes » et l'inflation « stable », se situant entre 4 et 5%, mais que « le plus important est que le taux de croissance demeure positif », précisant que celui-ci est de 3,5% en 2016 et atteindra 3,9% en 2017. « L'Algérie va bien, les choses sont stables et il faudra faire des efforts supplémentaires notamment dans le domaine agricole afin d'exporter davantage », a-t-il poursuivi, notant « la constante augmentation des crédits à l'économie et la création d'entreprises ». Tout en plaidant pour une « solidarité », M. Sellal a estimé que « certaines revendications nécessitent un ajournement ».

Il a ajouté : « de nos jours, la concurrence économique est parfois plus rude et féroce que les guerres », relevant que capter les investissements et réaliser des partenariats « n'est pas du tout chose aisée ». Pour M. Sellal, réussir « notre mise économique est vital » car, a-t-il soutenu, « même si les cours des matières premières augmentent, ils ne couvriront pas nos besoins futurs de développement ». Il a observé que malgré « l'effondrement » du marché pétrolier et la réduction de moitié le volume de la fiscalité pétrolière, l'Algérie « résiste et continue d'améliorer ses performances économiques ».

Le Premier ministre a souligné, dans ce cadre, que ces résultats ont été obtenus grâce « aux mesures de rationalisation de la dépense, de maîtrise du commerce extérieur, de réduction des importations, avec la poursuite des efforts de l'Etat dans le domaine social et les secteurs névralgiques ». « En application des directives du Président de la République, nous avons également veillé à répartir les efforts sur toutes les couches sociales », a-t-il dit. M. Sellal a indiqué qu'à travers le nouveau modèle de croissance, l'objectif du gouvernement est de « préserver les acquis sociaux en menant des réformes visant l'efficacité de notre dispositif économique et social dans l'administration publique et dans l'entreprise. C'est pourquoi il nous faut obligatoirement rester solidaires et accepter la rigueur pour passer à la croissance ».

ALORS QUE L'EAU SE FAIT TOUJOURS AUSSI RARE À BOUIRA

La colère monte à Raffour !

Il est vrai que si les villageois de Raffour avaient jusqu'à présent privilégié la carte du dialogue et des manifestations pacifiques, il n'en demeure pas moins que la colère gronde.

Les citoyens de la localité de Raffour, sise à 50 km à l'est de Bouira, continuent encore de souffrir du manque d'eau potable.

Ni les pétitions, ni les requêtes adressées aux différents responsables de la daïra de M'Chedallah, encore moins la marche populaire organisée le 24 juillet dernier n'ont eu d'écho auprès des autorités concernées.

Ces dernières observent un mutisme des plus déconcertants, et par la même occasion battent en brèche les directives du ministre des Ressources en eau et de l'Environnement.

Ce membre du gouvernement avait, lors de son passage à Bouira, insisté sur "l'absolue nécessité" du raccordement des diverses localités de Bouira au réseau d'AEP, tout en indiquant que l'eau acheminée aux consommateurs doit être "de qualité". À Raffour, toutes ces orientations semblent avoir été négligées par les élus locaux, le chef de daïra et les services de l'ADE. Selon la population, plusieurs demandes ont été introduites auprès des services concernés, dans l'hypothétique espoir d'un raccordement, en vain. "On est encore et toujours réduit à nous approvisionner en eau à partir de la source de Aïnser Averkan, laquelle est impropre à la consommation", dira un habitant de ladite localité. D'autres affirment que "les autorités de la wilaya s'étaient pourtant engagées à accélérer les



Depuis 2010, les citoyens parcourent des kilomètres pour s'approvisionner en eau.

travaux de raccordement au réseau d'AEP, à partir du barrage de Tilesdit, sis dans la commune de Bechloul (...) On nous a promis, depuis 2010, que notre localité allait être raccordée aux eaux de ce barrage. Six ans plus tard, on est toujours obligé de

parcourir des kilomètres, jerrycanes à bout de bras. C'est inadmissible", s'indigne-t-on.

Les pouvoirs publics, par leur inaction avérée, jouent à un jeu très dangereux, surtout en cette veille de rentrée sociale, laquelle s'annonce des plus mouve-

mentées. Il est vrai que si les villageois de Raffour avaient jusqu'à présent privilégié la carte du dialogue et des manifestations pacifiques, il n'en demeure pas moins que la colère gronde.

R. B.

À CAUSE DE LA VÉTUSTÉ DU RÉSEAU D'AEP À YATAFÈNE (TIZI OUZOU)

Coupures d'eau en permanence

Le chef-lieu de la commune de Yatafène, sis à 40 km au sud-est de Tizi Ouzou, connaît durant ces derniers jours de canicule des coupures d'eau fréquentes. Cette situation est due aux travaux bâclés de rénovation des conduites d'eau et de la vétusté du réseau de distribution d'eau potable auxquels s'ajoutent les dégradations provoquées par les engins des entreprises chargées de la réalisation du nouveau réseau de gaz naturel. "On n'a jamais réussi à mettre fin aux fissures répétées des conduites. Les services de l'ADE engagent des réfections à la limite de leurs moyens. Et aussitôt réparé, les fuites perpétuelles reprennent à nouveau au grand dam des citoyens de la région qui sont privés d'eau", dira un citoyen de la cité des 44- Logements. Par ailleurs, les

travaux d'acheminement du réseau de gaz naturel qui ont repris leur cours, cet été, ont fini par obstruer avec leurs engins la conduite principale d'eau potable en plusieurs endroits longeant la RN 71 vers Aïn El-Hammam et vers Beni-Yenni. Certains citoyens sont contraints d'aller puiser leurs rations d'eau de la centrale hydroélectrique d'El-Djemaâ Oufella, communément appelé "l'usine" "Pour prendre une douche, il me faut souvent attendre la nuit pour avoir une certaine pression qui permet au chauffe-bain de fonctionner normalement", ajoutera le même citoyen qui avoue que toute sa famille n'ose pas consommer l'eau du robinet, dont la qualité est altérée par les fréquents travaux de bricolage des conduites d'eau.

L. B. •

CONSTANTINE

La Seaco appelée à faire le diagnostic des réseaux

Les services de la Société des eaux et de l'assainissement de Constantine (Seaco) sont appelés à établir un diagnostic sur les différentes conduites et réseaux dans la wilaya de Constantine, particulièrement au chef-lieu. Lors du conseil de wilaya, tenu lundi dernier, le wali de Constantine a appelé les services de la Seaco à revoir l'état de tous les réseaux. Il a proposé à ce que cette opération soit prise en charge par la wilaya, en cas de manque de financement. « Cette action devra se faire rapidement,

en raison de la hausse du nombre de fuites d'eau et le mauvais état des avaloirs », a-t-il noté. Cette décision est survenue après un débat sur les fuites d'eau constatées un peu partout dans la wilaya et la dégradation du réseau remontant à l'époque coloniale. Il a été souligné que cet état des réseaux a toujours été à l'origine des inondations. « Il ne faut pas se limiter à la réparation d'une fuite au niveau d'une vieille conduite. Une autre sur la même conduite apparaîtra quelques jours après. Faites le diagnostic,

si certaines canalisations demandent une rénovation, on le fera. La wilaya déblocuera le budget nécessaire. Il faut commencer par les réseaux les plus abîmés », a expliqué le wali. Toujours dans le même contexte de prévention contre les inondations, le wali a instruit aussi les différents maires d'établir un plan de curage et de collecte des déchets ménagers dans les oueds. Pour lui, cette opération n'est pas coûteuse et fait partie des prérogatives des communes qui l'ont négligée.

Yousra Salem

ISSERS (BOUMERDÈS) LES CITOYENS PROTESTENT CONTRE LE MANQUE D'EAU

La pénurie d'eau qui affecte les localités du sud-est de la wilaya de Boumerdès continue de susciter la colère de milliers d'habitants.

Avant-hier, ce sont les villageois de Bouchakour, sur les hauteurs des Issers, qui ont procédé à la fermeture de la RN 68 au niveau de leur localité pour protester contre la pénurie. La fermeture de cet axe routier qui relie la ville des Issers à celle de Chaâbet El Aneur, a contraint de nombreux automobilistes à faire tout un détour via Timezrit ou Béni Amrane, pour pouvoir rallier leur destination. Ces habitants en colère ont aussi fermé la conduite d'eau qui alimente la ville de Chaâbet El Aneur. «*Certains parmi nous n'ont pas vu l'eau couler dans les robinets depuis presque une année*», s'est écrié un protestataire. Et d'ajouter : «*Excepté un responsable de l'Algérienne des eaux, aucune autorité locale n'a daigné se rendre sur place pour prendre en charge nos doléances*».

Selon le villageois, la pénurie d'eau qui affecte leur localité est due aux retards enregistrés dans la rénovation des conduites d'AEP. Les protestataires se sont dispersés dans le calme en fin de journée, tout en menaçant de recourir à d'autres actions si le problème n'est pas réglé.

Yacine Ouhib

L'eau arrive dans les robinets une fois tous les huit jours

Les Cheminois crient leur soif !



Le manque d'eau constitue un problème majeur pour les habitants de la région de Chemini.

En effet, la situation dans cette localité reste caractérisée par l'accès difficile à cette ressource, la mauvaise gestion des points d'approvisionnement et les perturbations sempiternelles dans l'alimentation en cette ressource vitale. Dans cette région, d'aucuns s'accordent à reconnaître que théoriquement, la ressource est suffisamment abondante pour répondre aux besoins de la population. Mais, dans la réalité, la situation semble moins reluisante. Entre la colère citoyenne qui se solde chaque fois par la fermeture d'édifices publics et de routes, et le discours officiel à

la fois louant les réalisations en la matière et minimisant la crise, l'éternel problème d'alimentation en eau potable reste toujours d'actualité. « Nous sommes alimentés à raison d'une fois tous les huit jours. Cette situation est insupportable durant cette période estivale, de surcroît, les besoins en eau augmentent crescendo », avoue avec amertume un habitant du village Takorabt.

« À Chemini, la soif est aussi vieille que les mémorables fontaines publiques. L'histoire de l'âne et des jerricanes n'est pas encore un souvenir dans cette région. La corvée des jerricanes est l'amer quotidien des villa-

geois. La saison estivale qui touche à sa fin en est l'exemple concret de ces problèmes d'eau dont souffrent encore des milliers de Cheminois. Face à ce dilemme, les villageois n'ont eu d'autre choix que de recourir à l'achat de citernes d'eau à des prix élevés. À 1500 DA la citerne de 2000 litres, cela grève davantage notre maigre bourse. Nonobstant nos multiples requêtes visant à mettre fin à notre calvaire, les autorités locales restent de marbre », se plaint un père de famille.

En tout cas, les citoyens concernés par le problème de manque d'alimentation en eau potable ne cessent de se poser la légitime question de savoir pourquoi ils sont privés d'eau en pleine canicule alors qu'à peine à un jet de pierre de leur village, un barrage gigantesque

arrose des milliers d'autres localités. « Cela fait des années que les responsables locaux nous promettent de raccorder les foyers à l'eau du barrage hydraulique de Tichy Haf, mais hélas, nous n'avons rien vu à ce jour », regrette un villageois. Les citoyens ne cessent de saisir verbalement et par écrit les responsables concernés au niveau de la municipalité, mais en vain. Le calvaire continue. Les colporteurs d'eau potable se frottent les mains avec des prix qui donnent le tournis. La même tension sur l'eau potable prédomine pratiquement l'ensemble des patelins de la commune de Chemini. « Dans cette commune de la soif, les maux qui la rongent sont légion. Nous souffrons le martyre en catimini », s'indigne un sexagénaire.

Bachir Djaidet

سرقة المياه وتحويلها للسقي يُدخل سكان قرية شندير بيومرداس في حالة عطش

هاته الاتهامات، وحسب مدير الموارد المائية للولاية فإن قرية شندير ستستفيد من مشروع هام لحل كل المشاكل العالقة، عن طريق دعم وتجديد شبكة التوزيع بعد أن سجل المشروع ضمن البرامج التنموية القطاعية 2016، في انتظار تعيين مؤسسة الإنجاز المكلفة بذلك، إلى جانب النظر في مطالب القاطنين المتعلقة بتنظيم عملية التوزيع من طرف مسير مضخات المياه الشروب من منطقة كاف لعقاب نحو قرية شندير، كما أشار مسؤول القطاع إلى مشكل سرقة المياه الذي لا يزال مطروحا والذي سيكلف المزارعين والفلاحين المتورطين الثمن غالبا جراء التعليمات الصارمة التي اتخذتها السلطات الولائية بخصوص قناسي ولصوص المياه.

زهية . ت

بخطى متناقلة جراء عدة عراقيل حالت دون الإسراع في عمليات الإنجاز، مثلما هو الشأن لرفض بعض السكان مرور القنوات عبر أراضيهم الفلاحية، وكان القاطنون قد نظموا قبل أيام احتجاج عن طريق غلق مقر المجلس الشعبي البلدي للناصرية للضغط على السلطات المحلية بالتدخل وحل أزمة المياه، وكانت مصالح مديرية الموارد المائية للولاية قد تدخلت سابقا لحل المشكل مؤقتا إلى غاية استلام مشروع الربط عن طريق تخصيص صهاريج تقوم بتوزيع المياه إلى المنازل، إلا أن المكلف بهاته العملية حسب تصريح القاطنين قام بتحويل وجهة الصهاريج ناحية معارفه وأقاربه بهدف سقي مزارع الكروم والتتصل من المسؤولية التي كلف بها، مما جعل مصالح المديرية ترسل لجنة تحقيق للنظر في

طالب سكان قرية شندير التابعة لإقليم بلدية الناصرية في يومرداس، السلطات المسؤولة بالتدخل بغرض إنجاز المشاريع المتوقفة المتعلقة بربط منازلهم الريفية بشبكة جديدة للمياه الصالحة للشرب بفعل الانقطاعات المتكررة التي تشهدها عملية التوزيع المتذبذبة. وحسب تصريح السكان، فإن مشكل التذبذب في عملية التزود بالمياه الصالحة للشرب تعرفه القرية منذ عدة سنوات، حيث رفعوا في كل مرة انشغالاتهم للمصالح المحلية والولائية التي تدخلت عن طريق إدراج مشروع إعادة تجديد وتهيئة قنوات النقل والتوزيع المعروفة باهترائها بشكل كارثي تسبب في تسرب المياه الصالحة للشرب على مستوى الشعاب والعراء من دون استفادة القاطنين منها، هذا المشروع الذي يسير

بوطالب في سطيف

البؤس والحرمان عنوانان ليوميات سكان "لحدادة"

التقليدية من خلال حفر خنادق بجوار منازلهم، حيث إن إصابتهم بالأمراض المتنقلة عن التلوث وعن هذه الظاهرة تهدد حياتهم وحيات أطفالهم، كما أن التذبذب والنقص في الطاقة الكهربائية خاصة في الفترة الصباحية نغص حياتهم نتيجة عدم تمكنهم من تشغيل مختلف الأجهزة الكهربائية والكهرومنزلية فهم يبقون ينتظرون حتى حلول الليل حتى يتسنى لهم الأمر في تشغيل الآلات السالفة الذكر نظرا للانقطاعات المسجلة في هذه المادة الحيوية التي لا يمكن الاستغناء عنها، ليضيفوا أن القرية تعاني العزلة حيث إن الطريق يعرف اهتراء كبيرا انطلاقا من مدرسة الزناتي المسعود إلى منازلهم على مسافة تزيد عن 2 كلم، حيث أصبح هذا الطريق لا يصلح بتاتا للسير من جانبهم اشتكى الشباب من انعدام المرافق الضرورية سواء كانت ثقافية أو رياضية التي من شأنها استقطابهم للترويج عن النفس في أوقات فراغهم.

ميساء . ص

أعرب العديد من سكان قرية "لحدادة" والتابعة إداريا لبلدية بوطالب الواقعة أقصى جنوب سطيف، عن أسفهم وسخطهم الشديدين جراء غياب العديد من المرافق الضرورية التي يحتاجها المواطنون حيث نجدهم يطالبون السلطات المعنية وعلى رأسهم المسؤول الأول عن الولاية الوالي محمد بودريالي بضرورة التدخل بطريقة أوباخري لحل مشاكلهم، نظرا لغياب ضروريات الحياة الكريمة، حيث تأتي في مقدمة هذه المشاكل انعدام المياه الصالحة للشرب، الأمر الذي ألزهم شراء مياه الصهاريج بأثمان تصل إلى 1000 دج في ظل المعاناة خاصة في فصل الحر نظرا لندرة هذه المادة الحيوية ورغم الوعود المقدمة من طرف السلطات لكنها حسبهم أصبحت ذر الرماد في العيون. كما أضاف هؤلاء أن غياب المياه ليست بالمشكل الوحيد الذي يتخبط فيه سكان القرية المذكورة، إذ يسجل بها أيضا انعدام قنوات الصرف الصحي فهم يعتمدون على الطرق

البلدية

زوم على بلدية

حي "خدام" يستغيث

دعا سكان حي خدام بولاية البلدية الجهات الوصية إلى ضرورة رفع الغبن عنهم وتجسيد كل المشاريع التنموية التي كانوا وعدوا بها خلال الحملات الانتخابية، متهمين إياهم بالتعاس عن أداء مهامهم والرجري وراء تحقيق مصالحهم الشخصية.



والراكبين لسياراتهم.

إنارة عمومية ضعيفة

وكشف قاطنوا الحي ضعف الإنارة العمومية وغياب صيانة الأعمدة والمصابيح، ما بات يؤثر تدمرهم خاصة المقيمين على الأطراف والذين يتجنبون الحركة في الظلام لتحويل الحي إلى بؤرة لكافة أنواع الانحرافات الاجتماعية من قبل شباب ومراهقين.

إنهاء أشغال تجديد قنوات المياه لأجل غير مسمى

وطرح سكان حي خدام مشكلة تأخر عملية تجديد شبكة المياه الصالحة للشرب بعد اهترائها، حيث لم تعد الصهاريج التي يجلبونها تلبى احتياجاتهم من المياه الصالحة للشرب، مؤكدين على الجهات المسؤولة التعجيل في إنهاء الأشغال قبل أن يخرجوا عن صمتهم.

بيوت فوضوية على أطراف الحي

وشهد الحي توسعا غير مسبوق لمنازل فوضوية التهمت الجيوب العقارية على أطراف الحي وأخلت بالتناسق العمراني بل وزادت من تشوهات المحيط، في الوقت الذي اعتبر السكان أن المساحة المستغلة بطريقة غير شرعية من قبل البعض بمثابة متنفس للأسر التي ضاقت بها سكناتها ولم تجد مسؤول البلدية أمامها ليساعدها ويمنحها سكنا لائقا.

سمية بوالبياني

يعيش سكان حي خدام بولاية البلدية عيشة أقل ما يقال عنها ضنكة، أمام غياب المشاريع التنموية والمسؤولين على حد سواء، الذين - كما قال السكان - بإمكانهم تحسين وضعهم المزري، مثلما كانوا وعدوا خلال كل الحملات الانتخابية.

سكنات ضاقت بقاطنيها

وحسب السكان فإنهم يعيشون معاناة حقيقية داخل مساكن تفتقد إلى أدنى ضروريات الحياة البسيطة، بعدما ضاقت مساحتها الصغيرة بعدد أفراد الأسر ولم تعد قادرة على تحمل أكثر واستيعاب العدد المتزايد سنة بعد الأخرى، وكشف السكان أنهم أبلغوا الجهات الوصية مرات عديدة بانشغالاتهم وطالبوها بتحويلهم إلى سكنات لائقة إلا أن هذه الجهات لم تعر بالا لمطلبهم ولم تقف وقفة جديفة عند انشغالهم، لأسباب - كما قال البعض - غير مفهومة ومجهولة.

طرقا مهترنة لم تعرف

التعبيد ولا التهيئة

ويباني سكان حي خدام معضلة حقيقية مع طرقا التي لم تعرف منذ سنوات أي عملية تعبيد أو تهيئة، لافتين إلى أن المسؤولين غائبون عن الموقع ويرفضون بطريقة غير مباشرة بعث مشاريع التهيئة العمرانية التي كانوا وعدوا بها. وأبرز السكان أنهم يعيشون معضلة حقيقية مع الطرق خصوصا خلال فصل الشتاء، أين تتحول إلى برك ومستنقعات وأحوال يصعب استعمالها من قبل الراجلين